



RAPPORT DE L'ATELIER DE PRESENTATION ET D'APPROPRIATION DE LA PLATEFORME DIGITALE SUR LE SUIVI DE LA COMMANDE PUBLIQUE AU CAMEROUN

www.cameroon-oed.org



Yaoundé – 15 Septembre 2022

ANNEE 2022

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	3
1.1. Contexte et justification.....	3
1.2. Objectifs de l'atelier.....	4
1.3. Résultats attendus.....	5
II. DEROULEMENT DE L'ATELIER	5
2.1 Mot de bienvenue et présentations de l'atelier et de ses objectifs	6
2.2 Présentations des participants : leurs attentes et craintes.....	6
2.2 Présentation du Contexte et Justification de la Mise en œuvre de la Plateforme Digitale sur le Suivi de Marchés Publics (Rétrospectives sur les Consultations Communales).....	7
2.3 Compréhension de l'historique Open Data et Présentation de la Plateforme (www.cameroon.oed.org)	9
2.4 Présentation de la Feuille de Route (perspectives)	11
2.5 Engagement des acteurs institutionnels et de terrain de la commande publique	12
III. CONCLUSION	12

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Les dix-sept Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés par l'ONU en septembre 2015 dans le cadre de l'agenda 2030. Cet agenda définit les 169 cibles, communes à tous les Etats engagés, à atteindre à l'horizon 2030. Elles répondent aux objectifs généraux suivants : éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et dans tous les pays, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous.

Avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notre pays est engagé à « ne laisser personne de côté » dans sa marche vers l'émergence. A ce titre, le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, dans son discours d'investiture du 06 novembre 2018 a invité l'ensemble des camerounais à faire de l'émergence une cause nationale en déclarant : « l'objectif de l'émergence doit être érigé en grande cause nationale qui mobilise l'ensemble de nos concitoyens afin de faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé ». Pour ce faire, le Cameroun dispose désormais d'un nouveau cadre de référence pour son action de développement au cours de la prochaine décennie à savoir la Stratégie Nationale de Développement (SND) 2020-2030. Cette dernière trace les lignes directrices devant orienter les efforts de développement pour l'atteinte des objectifs fixés dans la Vision 2035.

Le paragraphe 378 de la SDN stipule qu'« un accent sera mis sur la digitalisation accrue de la participation citoyenne dans le cadre de l'« Open Government¹ ». Aussi, proposons-nous la mise en place d'une plateforme, disponible sur internet, relative au suivi des marchés publics au Cameroun. En effet, l'information sur la commande publique n'est pas toujours très accessible aux regards du grand public. Dans de nombreux pays « modernes et socialement avancés », l'ouverture des données publiques à travers l'open data s'inscrit dans un mouvement d'accès à l'information et dans une politique publique considérant la donnée publique comme un bien commun dont la diffusion est d'intérêt général. Cette disponibilité de l'information permet au citoyen de mieux s'approprier et de mieux s'impliquer dans la gestion de la cité. En outre, partant de ce principe il est plus facile pour les associations, les

¹ En termes généraux, un gouvernement ouvert est un gouvernement doté de niveaux élevés de transparence et de mécanismes d'examen et de surveillance publics en place, l'accent étant mis sur la responsabilité du gouvernement.

ONG ou encore les citoyens de visualiser l'action publique en matière de commande publique. Dans un contexte de mise en œuvre accélérée de la décentralisation, la mesure constitue une opportunité pour les collectivités territoriales décentralisées.

Cette plateforme, comme le précise le paragraphe 432 de la Stratégie de Développement Nationale (SND-30), dans le domaine de la passation des marchés, contribuera à garantir davantage la libre concurrence, la transparence durant tout le processus et de prévenir la corruption. L'ouverture et la disponibilité des données sur le site web concernera toutes les étapes de la passation des marchés à savoir : (i) la planification du marché, (ii) son lancement (appel d'offres), (iii) le processus d'attribution, (iv) la contractualisation et (v) l'exécution. La réutilisabilité des données brutes pourra permettre aux citoyens, la société civile, les médias de développer des analyses accessibles et détaillées sur l'efficacité, l'équité et l'intégrité du système de commande publique. Le citoyen pourrait contribuer à identifier des contrats ambiguës, source de suspicions et à remonter l'information du terrain tant sur la qualité, l'effectivité et la durabilité des produits réalisés dans sa communauté à travers le site web. Le forum d'échange sur la plateforme pourra permettre à l'administration de clarifier différentes observations remontées par le citoyen.

Comme de nombreux pays à travers le monde, la plateforme s'appuiera et respectera le Standard de Données sur la Commande Publique Ouverte (OCDS) proposé par l'Open Contracting Partnership (OCP). OCDS est un standard ouvert pour la structuration et la publication de données ouvertes couvrant toutes les étapes du processus de passation de marché, de la planification à la mise en œuvre. Il permet la divulgation de données et de documents à toutes les étapes en définissant un modèle commun de données. Il a été créé pour accompagner les organisations dans l'amélioration de la transparence de la commande publique et pour permettre une analyse plus profonde des données sur la commande publique par un éventail plus large d'utilisateurs.

1.2. Objectifs de l'atelier

De manière générale, l'objectif de l'atelier est d'engager les acteurs stratégiques de la commande publique à adhérer, accompagner et interagir avec les acteurs de terrain sur la promotion de la transparence dans le système national de la commande publique afin de garantir la fourniture des services de base à travers l'exécution du BIP.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- i. Présenter en général la plateforme sur le suivi des marchés publics ainsi que ses différentes fonctionnalités ;
- ii. Identifier et comprendre les points de synergie entre la plateforme et le système national de la commande publique ;
- iii. Engager les acteurs institutionnels (Ministères, Collectivités et partenaires au développement) pour une synergie d'action dans la préparation et le suivi des marchés publics, afin d'améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion des finances publiques au Cameroun.

1.3. Résultats attendus

Au moins 20 participants à l'atelier sont :

- Informés, comprennent, assimilent et s'approprient la plateforme et ses différentes fonctionnalités ;
- Engagés dans une synergie de suivi de la commande publique à travers les finances publiques, la gestion des ressources naturelles pour la mise en œuvre des Objectif de Développement Durable au Cameroun.

II. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Les travaux ont été ponctués par :

- le mot de Bienvenue et la présentation de l'atelier ainsi que de ses objectifs par M. Jean MBALLA MBALLA, Directeur Exécutif du CRADEC, chef de fil du Consortium ;
- la présentation de chaque participant et de leurs attentes;
- la présentation du Contexte et Justification de la Mise en œuvre de la Plateforme Digitale sur le Suivi de Marchés Publics (Rétrospectives sur les Consultations Communales) par M. Martin TSOUNKEU, General Representative-ADIN ;
- la Compréhension de l'histoire Open Data: OCP (Open Contracting Partnership) et OCDS (Open Contracting Data Standard);
- Présentation de la Plateforme (www.cameroon.oed.org) : Architecture (menus et onglets) et l'Ancre avec le système national de la commande publique ;
- Présentation des Perspectives et de la Feuille de Route;
- Engagement des acteurs institutionnels et de terrain de la commande publique.

2.1 Mot de bienvenue et présentations de l'atelier et de ses objectifs

M. Jean MBALLA MBALLA, Directeur Exécutif du CRADEC, chef de fil du Consortium a présenté le contexte et les objectifs de l'atelier qui sont de susciter l'adhésion des acteurs institutionnels et de terrain de la commande publique.

Aussi, Le projet « **Renforcement de la Gouvernance Budgétaire Pour La Fourniture Des Services De Base Durable Dans Le Respect De La Préservation De L'environnement** » est un moyen d'apporter une contribution dans le cadre national du suivi de la commande publique. L'action - fruit de la coopération entre le Cameroun et l'Union Européenne répond à l'objectif du plan stratégique d'accompagner les organisations de la société civile camerounaise dans leurs efforts de contribution à une croissance inclusive et durable au Cameroun. Le projet s'inscrit aussi dans l'objectif spécifique du projet renforcement de la transparence, un souci de bénéficier des services de bases essentiels. Une dynamique qui a été enclenché au travers de la mise en place de la plateforme digitale www.cameroon-ocd.org.

Ainsi la présentation de cette plateforme est faite afin de susciter l'adhésion et l'intérêt des pouvoirs publics, et voire en quelle mesure la plateforme s'ancre dans la vision nationale et mondiale selon l'agenda ODD de « ne laisser personnes derrière. »

2.2 Présentations des participants : leurs attentes et craintes

L'occasion a été donnée aux participants de se présenter et partager leurs attentes et/ou craintes. Il s'agissait entre autre de :

- Avoir une compréhension partagée de la problématique posée de manière à pouvoir rendre compte auprès des autorités compétentes ;
- Inquiétudes sur la faible Application des textes et l'absence de digitalisation des Collectivités Territoriales Décentralisées (Manque de matériels électronique, absence d'électricité...);
- S'approprier de la plateforme (ses offres, bénéfices, sa particularité, son innovation ...) dans le suivi de la commande publique et sa vulgarisation sur le territoire nationale ;
- L'accueil réservé à la plateforme par les gouvernants et son implémentation dans les zones en sous-développement sur le territoire Camerounais ;

- La Pérennité, viabilité et fiabilité de la plateforme (financement, sources d'information, sa vulgarisation, son appropriation...);
- Etat de la collaboration entre le Consortium et les institutions en charge du suivi de la commande publique (MINMAP, ARMP ...).

2.2 Présentation du Contexte et Justification de la Mise en œuvre de la Plateforme Digitale sur le Suivi de Marchés Publics (Rétrospectives sur les Consultations Communales)

M. Martin TSOUNKEU prenant la parole fait une rétrospective sur les consultations communales qui se sont tenues en 2021 dans les villes de Nguélémedouka, Ngoulemakong, Yagoua et Yaoundé ; activité fruit du projet « Renforcement de la gouvernance budgétaire pour la fourniture des services de base durable dans le respect de la préservation de l'environnement » financée par l'Union Européenne et de l'adoption des ODD en septembre 2015, où tous les pays ont été invités à traduire ces objectifs internationaux de développement en objectifs nationaux, en tenant compte du contexte et des réalités de chaque pays. Il a également été fortement recommandé que cette appropriation nationale soit faite de manière participative et inclusive, avec toutes les couches de la population, comme c'était le cas lors du processus de formulation de l'Agenda Post-2015 lui-même.

Coordonnées par le consortium ADIN, CRADEC, Afroleadership, DMJ, et Transparency International Cameroon, ces consultations communales constituent la phase d'opérationnalisation des grandes résolutions issues des Ateliers Interrégionaux organisées de novembre à décembre 2020 dernier respectivement dans les villes d'Ebolowa, Douala, Bafoussam, et Ngaoundéré. L'objectif principal de ces consultations était de procéder à l'opérationnalisation du CSSR, en précisant le mode d'utilisation des indicateurs simplifiés y relatifs, pour effectivement capter l'appréciation qualitative des citoyens des progrès vers les ODD, en vue de renseigner le rapport national officiel y relatif. Les consultations communales s'inscrivent dans le cadre de l'action citée plus haut. Le but recherché est la mise sur pied d'un cadre de concertation des parties prenantes au développement dans différentes communes et les fédérer autour de l'importance d'un cadre local de réflexion sur les problématiques pointues de développement d'actualité.

Dans le même ordre d'idées, un certain nombre d'Organisations de la Société Civile (OSC) locale, sous la coordination d'Africa Development Interchange Network (ADIN) ont lancé

une campagne de mobilisation nationale pour la mise en œuvre des ODD et un dialogue institutionnalisé multipartite incluant plusieurs administrations publiques (MINREX, MINEPAT, MINJEC, MINMIDT et CONSUPE), ainsi qu'avec d'autres institutions telles que l'Institut National de la Statistique (INS) et le Parlement.

Le travail de la société civile a abouti à la mise en place d'une plate-forme Commune de Travail et de Collaboration (PCTC) sur l'agenda Post-2015, dans laquelle tous les acteurs du développement peuvent apporter leur contribution aux ODD en développant des synergies. Afin de démontrer leur détermination à apporter la meilleure contribution possible à la mise en œuvre des ODD au Cameroun, pour un financement efficace du développement, les OSC nationales ont également adopté une Charte d'engagement de la société civile (CESC) et produit une ébauche de Cadre national de Suivi, de Supervision et de Redevabilité (CSSR) Pour les ODD.

Les OSC ont par ailleurs été invitées lors de l'atelier national sur la mise en œuvre inclusive au plan local des ODD au Cameroun, organisé par le MINEPAT, du 19 au 20 décembre 2016 à l'Hôtel Mont Fébé à Yaoundé, dans le cadre du processus de contextualisation de « l'Agenda 2030 » a :

- Populariser la plate-forme de mise en œuvre des ODD et la «Charte d'engagement de la société civile», ainsi que les autres aspects de la contribution de la société civile, sur la base d'une stratégie de communication permettant d'atteindre tous les secteurs et tous les niveaux de la société, en particulier, les populations à la base, dans toutes les Régions;
- Mettre en place un outil pour faciliter le partage d'informations sur le statut et le fonctionnement de la PCTC et approfondir la réflexion sur l'opérationnalisation du Cadre de Supervision, de Suivi et de Redevabilité (CSSR);
- Assurer la représentativité et l'inclusion au niveau local et régional de toutes les ONG dans la plateforme des OSC pour la mise en œuvre des ODD.

La plateforme qui est présentée ce jour est un outil dont le développement et la gestion seront dévolues aux collectivités territoriales décentralisées (Mairies).

Face à l'Inquiétude des participants sur la mise en œuvre effective, et la faisabilité de cet outil de gestion (Manque de matériel électronique, absence d'électricité dans les zones reculées), Martin TSOUNKEU a fait savoir à l'assistance que cet outil est non seulement destiné au suivi de la commande publique, mais est aussi un instrument de développement,

car les mairies vont devoir tenir compte des contingences liées à sa mise en œuvre dans leur différents budgets, à savoir :

- Projets d'électrification des zones rurales,
- Projet d'achat de matériels informatiques,
- Projet de renforcement des capacités des personnels des Mairies.

2.3 Compréhension de l'histoire Open Data et Présentation de la Plateforme (www.cameroon.oed.org)

De la présentation du contexte qui a motivé la création de la plateforme digitale de suivi de la commande publique faite par M. Bertrand WAMBA, on retient que le Cameroun a adhéré à l'Open Contracting Partnership (OCP) qui fédère plus de 150 membres à travers le monde, et dont l'objectif principal est la promotion des normes et des meilleures pratiques en matière de divulgation et de participation aux marchés publics, dans le but de faire progresser les contrats ouverts dans le monde entier. Il s'agit de Partenariat pour des contrats ouverts. Le terme transparence dont nous parlons ici est à comprendre comme le fait d'avoir le même niveau d'information accessible à tous. Cet atelier est donc une opportunité pour les magistrats municipaux présents pour mettre en œuvre l'Open Contracting à travers un cadre de suivi, de supervision et de redevabilité pour la protection de la Fortune Publique afin de réaliser les ODD de manière concrète. Les divers défis auxquels font face les communes ne doivent pas être un frein dans l'avancement de l'opérationnalisation de la feuille de route établie lors des consultations communales. Ainsi l'Open Contracting Partnership (OCP) est défini comme un organe à but non lucratif qui plaide en faveur d'une norme mondiale pour des marchés publics de meilleure qualité et plus ouvert. Il vise donc l'ouverture et la transparence dans la passation des marchés publics avec des principes et des partenariats bien établis et l'Open Contracting Data Standard (OCDS) est la norme promue par l'OCP des données sur la commande publique ouverte pour la structuration et la publication de données ouvertes couvrant toutes les étapes du processus de passation des marchés.

La plateforme digitale a été mise sur pied avec une méthodologie qui consistait à concevoir, mapper, construire et publier pour les différents cas d'usage tels qu'obtenir un bon rapport qualité-prix pour les acteurs publics ou contrôler l'efficacité des services rendus. C'est un système ouvert à l'information qui a des filtres pour ne relayer que des informations

totalement valides qui seront passées par des niveaux d'habilitation intégrés avant publication. La notion de back-end revient pour expliquer que ce n'est pas n'importe qui renseigne la plateforme en amont mais des administrateurs précis qui mettront à jour les données à faire paraître sur le front-end pour tout utilisateur.

S'en suit, la présentation de la Plate-forme Cameroon Open Contracting Data (www.cameroon-ocd.org) qui est principalement utilisée pour contribuer aux côtés des institutions publiques à l'utilisation des normes de données uniformes pour publier et rapporter des informations à travers les étapes d'attribution des marchés publics. Cette Plateforme digitale de publication et standardisation des données des marchés publics au Cameroun a été créée courant 2022 dans le respect de l'Open Contracting Data Standard (OCDS). Comme le précise le paragraphe 432 de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30), dans le domaine de la passation des marchés, la plateforme contribuera à long terme à garantir davantage la libre concurrence, la transparence durant tout le processus et de prévenir des cas de corruption.

Après une navigation sur les différentes fonctionnalités (menus/onglets) de la plateforme, une session de Questions-Réponses (Q/R) est ouverte.

De la séance de questions-réponses/suggestions qui a suivi, l'on note :

- Au sujet du Financement de la plateforme, comment va se passer la pérennisation du projet ?
- La plateforme est belle et attrayante. Seulement, a-t-elle eu une approbation de l'ARMP ? Comment s'assurer de la fiabilité des informations collectées ?
- Comment va se passer la collaboration et la vulgarisation de la plateforme auprès du public ?
- Est-ce que ce système est camerounais ?

Comme réponses à ces préoccupations, l'on retient :

- Le financement du développement de la plateforme n'est pas ad vitam, l'UE a donné un coup de main, mais c'est aux communes et administrations de continuer le boulot.
- Pour le moment la plateforme n'a pas encore d'approbation de l'ARMP car une démarche d'accompagnement est enclenchée. Les informations disponibles sur la

plateforme sont fiables, car elles sont recueillies auprès de sources officielles (MINMAP, l'ARMP, Communes, etc.).

- Nous serons tous agents de dissémination. La vulgarisation sera incluse dans la feuille de route mais elle commence déjà par les acteurs/parties prenantes de cet atelier qui ont pour responsabilité de relayer l'information dans leurs secteurs respectifs.
- La plateforme est camerounaise mais s'arrime au système international d'ouverture des données (OCDS). OCP est international, mais la plateforme a été influencée par les camerounais. Il n'y aura aucun problème avec les autres outils. La plateforme ne fabrique pas les données, elle les utilise. Elle est donc une passerelle de relais de l'information officielle.

2.4 Perspectives et Feuille de Route

Pour ce qui est des perspectives, elles se résument à une campagne « Follow The Money » dans les quatre (04) Communes pilotes. Deux activités vont matérialiser la campagne dans la mise en œuvre du projet. A savoir, l'évaluation de quelques projets au sein de chaque commune pilote. Ces évaluations se feront dans le cadre de la mise en œuvre des plateformes Commune de Travail et de Collaboration (PCTC) locales autour du Cadre de Suivi, de Supervision et de Redevabilité (CSSR) initié dans les Communes lors des consultations communales d'une part et dans les Communes minières lors des ateliers de vulgarisation du Code minier d'autre part.

En somme, comme de feuille de route, il sera question de :

1. **La matérialisation de la collaboration entre le consortium et les institutions-acteurs de terrain** sur la promotion de la transparence dans le système national de la commande publique afin de garantir la fourniture des services de base à travers l'exécution du BIP (MINMAP, ARMP, Santé, Education de Base...).
2. **L'implémentation du Cadre de Suivi, de Supervision et de Redevabilité (CSSR)** dans les plateformes Commune de Travail et de Collaboration (PCTC) locales.
3. **La mise en œuvre de la Campagne Follow the Money « Où va l'argent public ? ».** Le suivi de l'argent dans les communes peut se faire à travers le suivi de la commande publique.

4. L'organisation des séances de renforcements des capacités au niveau local.

2.5 Engagement des acteurs institutionnels et de terrain de la commande publique

Les différents acteurs institutionnels et de terrain de la commande publique se sont engagés au travers des recommandations ci-dessous :

- **Le Ministère des Marchés Publics (MINMAP)** a démontré sa disponibilité d'accompagnement en recommandant au Consortium de se rapprocher de la cellule de suivi de passation de marchés dans ladite institution. Aussi, Il est important et judicieux d'éviter de faire des doublons dans la présentation des informations avec les canaux de diffusion existants. Tout de même, le MINMAP a salué l'initiative de la plateforme www.cameroon-ocd.org, car c'est une contribution de la Société à l'élargissement des canaux de distribution des informations au public sur la commande public.
- **L'Agence de Régulation des Marchés Public (ARMP)** quant à elle recommande vivement au Consortium de demander une accréditation auprès d'eux afin d'exercer en conformité selon la Loi Camerounaise et avoir les données officielles.
- **Les Ministères de la Santé et de l'Education de Base** rendront compte à qui de droit (hiérarchie) tout en soulignant l'impact et l'apport de cet outil dans la bonne gouvernance des Marchés Publics.
- **Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC)**, recommande de décentraliser la gestion de la plateforme, en mettant à la disposition de ces derniers une charte d'accès et d'utilisation de l'outil et des informations (la qualité et le flux d'information). Aussi, se rapprocher du Ministère du Développement et de la Décentralisation Locale (MINDDEVEL), patron des communes.

III. CONCLUSION

L'atelier s'est terminé par le mot de clôture du Ministère des Marchés Public (MINMAP). Dans son mot de clôture, il a réitéré ses mots d'encouragements auprès du consortium, organisation de la société civile qui contribue à la transparence dans le suivi de la commande public, mais que cela doit être fait dans le respect de la législation Camerounaise.

« Je voudrais recommander de ne pas multiplier les mêmes informations, mais de faciliter l'accès à l'information toute en multipliant les canaux de mise à disposition des informations aux acteurs afin d'améliorer l'image de notre pays aux yeux de la communauté internationale. Nous, MINMAP, nous nous réjouissons de collaborer avec vous dans cette optique dans les jours à venir. »

M. AYEBONG NEBA – Représentant du MINMAP